A°. 1903.



N°. 33.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT
van 15 Augustus 1903, No. 650,

bepalende de plaatsing in het Publicatie-blad van de te Brussel *op* 5 *Maart* 1902 *mede door* Nederlaud *onderteekende overeenkomst betreffende de suikerbelasting.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën, dd. 20 Juli 1903, Litt. A2, No. 53/199, waaruit blijkt, dat de te *Brussel* op 5 Maart 1902 mede door *Nederland* onderteekende overeenkomst betreffende de suikerbelasting met het daarbij behoorend slotprotocol, (bij de wet van 12 Januari 1903 (Staatsblad, No. 18, Publicatie-blad, No. 32) goedgekeurd), door de Koningin is bekrachtigd en dat de nederlegging der akten van bekrachtiging op 1 Februari 1903 te *Brussel* heeft plaats gehad ;

BESLUIT :

Te bepalen, dat genoemde overeenkomst zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met de daaraange-

hechte afdrukken van de overeenkomst met het slotprotocol en het proces-verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging en van de vertaling dier stukken, in het Publicatie-Blad.

Gegeven te Willemstad, den 15n. Augustus 1903.

J. O. DE JONG V. B. & D.

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

C. S. GORSIRA.

Uitgegeven den 2n. September 1903.

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

C. S. GORSIRA.

CONVENTION RELATIVE AU REGIME DES SUCRES.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en Son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège,

Désirant — d'une part — égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances et — d'autre part — aider au développement de la consommation du sucre;

Considérant que ce double résultat ne peut être atteint que par la suppression des primes et par la limitation de la surtaxe;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

M. le comte DE WALLWITZ, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. DE KOERNER, Directeur au Département Impérial des Affaires Etrangères;

M. KÜHN, Conseiller intime supérieur de Gouvernement, Conseiller rapporteur à l'Office Impérial du Trésor.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Pour l'Autriche-Hongrie:

M. le comte KHEVENHÜLLER METSCH, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Pour l'Autriche :

M. le baron JORKASCH-KOCH, Chef de section au Ministère Impérial et Royal des Finances.

Pour la Hongrie :

M. DE TOEPKE, Sous Secrétaire d'Etat au Ministère Royal hongrois des Finances.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le comte DE SMET DE NAEYER, Ministre des Finances et des Travaux Publics, Chef du Cabinet ;

M. CAPELLE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères ;

M. KEBERS, Directeur général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

M. DE SMET, Inspecteur général à l'Administration des Contributions directes, Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics ;

M. BEAUDUIN, Membre de la Chambre des Représentants, Industriel.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en Son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume :

M. DE VILLAURRUTIA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges

Le Président de la République Française :

M. GÉRARD, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. BOUSQUET, Ancien Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes honoraire ;

M. DELATOUR, Conseiller d'Etat, Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

M. COURTIN, Conseiller d'Etat, Directeur général des Contributions indirectes au Ministère des Finances.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

M. CONSTANTINE PHIPPS, C. B., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sir HENRY PRIMROSE, K. C. B., C. S. I. ;

Sir HENRY BERGNE, K. C. M. G. ;

M. A. A. PEARSON ;

M. E. C. OZANNE.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le commandeur ROMEO CANTAGALLI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. le commandeur EMILE MARAINI, Député au Parlement italien, Industriel.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le jonkheer DE PESTEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. le baron J. D'AULNIS DE BOUROUILL, Docteur en droit, Professeur à l'Université d'Utrecht ;

M. G. ESCHAUZIER, Industriel à La Haye ;

M. A. VAN ROSSUM, Industriel à Haarlem.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

Pour la Suède :

M. le comte WRANGEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. CHARLES TRANCHELL, Industriel.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de ladite Convention. Pour l'application de cette disposition, sont assimilés au sucre les produits sucrés tels que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé et tous autres produits analogues contenant en proportion notable du sucre incorporé artificiellement.

Tombent sous l'application de l'alinéa précédent, tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment:

a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation;

b) Les bonifications directes accordées à la production;

c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles dont bénéficie une partie des produits de la fabrication;

d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement;

e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback;

f) Les avantages résultant de toute surtaxe d'un taux supérieur à celui fixé par l'article 3.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffi-

neries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de fr. 5.50 pour les autres sucres, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre ; elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'importation sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine. Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Pour l'évaluation du montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra *f* de l'article 1er, le chiffre fixé par l'article 3 est déduit du montant de cette surtaxe : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la Commission permanente instituée par l'article 7 ayant le droit, à la demande d'un Etat contractant, de reviser le chiffre ainsi établi.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires soit des Etats contractants, soit de celles des colonies ou possessions desdits Etats qui n'accordent pas de primes et auxquelles s'appliquent les obligations de l'article 8.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

Article 6.

L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées des engagements faisant l'objet des articles 1, 2 et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Ces Etats s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la Convention, dans le délai d'une année — ou plus tôt si faire se peut — à partir du moment où la Commission permanente aura constaté que la condition indiquée ci-dessus a cessé d'exister.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une Commission permanente, chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des divers Etats contractants et il lui sera adjoint un Bureau permanent. La Commission choisit son Président ; elle siégera à Bruxelles et se réunira sur la convocation du Président.

Les Délégués auront pour mission :

a) De constater si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres ;

b) De constater si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer à la condition spéciale prévue audit article ;

c) De constater l'existence des primes dans les Etats non-signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4 ;

d) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

e) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Etats contractants, mais également dans les autres Etats.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui les fera parvenir à la Commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et des Délégués-Adjoints.

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme Parties contractantes.

La première réunion de la Commission aura lieu à Bruxelles, à la diligence du Gouvernement belge, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présente Convention.

La Commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au Gouvernement belge, lequel le communiquera aux Etats intéressés et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois les constatations et évaluations visées aux littéras *b* et *c* auront un caractère exécutoire pour les Etats contractants ; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque Etat contractant disposant d'une voix, et elles sortiront leurs effets au plus tard à l'expiration du délai de deux mois. Au cas où l'un des Etats contractants croirait devoir faire appel d'une décision de la Commission, il devra, dans la huitaine de la notification qui lui sera faite de ladite décision,

provoquer une nouvelle délibération de la Commission ; celle-ci se réunira d'urgence et statuera définitivement dans le délai d'un mois à dater de l'appel. La nouvelle décision sera exécutoire, au plus tard, dans les deux mois de sa date. — La même procédure sera suivie en ce qui concerne l'instruction des demandes d'admission prévue au littéra *e*.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau permanent et de la Commission — sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Etats contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la Commission.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour leurs colonies ou possessions, exception faite des colonies autonomes de la Grande-Bretagne et des Indes orientales britanniques, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit le territoire d'un Etat contractant ne jouissent des avantages de la Convention sur le marché destinataire. La Commission permanente fera à cet égard les propositions nécessaires.

Article 9.

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la Commission permanente.

La demande sera adressée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui se chargera, le cas échéant, de notifier l'adhésion à tous les autres Gouvernements. L'adhésion emportera, de plein droit, accession à toutes les charges et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et elle produira ses effets à partir du 1er september qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge aux autres Etats contractants.

Article 10.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er septembre 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de

cette date, et dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié au Gouvernement belge, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année et, ainsi de suite, d'année en année.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres Etats conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer également à partir du 1er septembre de l'année suivante. Si l'un de ces derniers Etats entendait user de cette faculté, le Gouvernement belge provoquerait la réunion à Bruxelles, dans les trois mois, d'une conférence qui aviserait aux mesures à prendre.

Article 11.

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes. Sont exceptées toutefois les colonies et possessions britanniques et néerlandaises, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des articles 5 et 8.

La situation des colonies et possessions britanniques et néerlandaises est, pour le surplus, déterminée par les déclarations insérées au Protocole de clôture.

Article 12.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établis par les lois constitutionnelles de chacun des Etats contractants.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères, le 1er février 1903 ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par ceux des Etats contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'article 6. Dans le cas où un ou plusieurs desdits Etats n'auraient pas déposé leurs ratifica-

tions dans le délai prévu, le Gouvernement belge provoquera inmédiatement une décision des autres Etats signataires quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, de la présente Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le cinq mars dix-neuf cent deux.

Pour l'Allemagne:

Graf VON WALLWITZ.
VON KOERNER.
KÜHN.

Pour l'Autriche-Hongrie:

Comte DE KHEVENHÜLLER.

Pour l'Autriche:

JORKASCH-KOCH.

Pour la Hongrie:

TOEPKE ALFRÉD.

Pour la Belgique:

Cte. DE SMET DE NAEYER.
CAPELLE.
KEBERS.
D. DE SMET.
BEAUDUIN.

Pour l'Espagne:

W. R. DE VILLA URRUTIA.

Pour la France:

A. GÉRARD.
BOUSQUET.
A. DELATOUR.
COURTIN.

Pour la Grande-Bretagne :

CONSTANTINE PHIPPS.
H. W. PRIMROSE.
H. G. BERGNE.
ARTHUR A. PEARSON.
E. C. OZANNE.

Pour l'Italie :

R. CANTAGALLI.
EMILIO MARAINI.

Pour les Pays-Bas :

R. DE PESTEL.
J. D'AULNIS DE BOUROUILL.
G. ESCHAUZIER.
A. VAN ROSSUM.

Pour la Suède :

Cte. WRANGEL.
C. TRANCHELL.

PROTOCOLE DE CLOTURE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative au régime des sucres conclue, à la date de ce jour, entre les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suède, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

A l'article 3.

Considérant que le but de la surtaxe est de protéger efficacement le marché intérieur des pays producteurs, les Hautes

Parties contractantes se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétreraient chez elles; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet Etat.

La proposition devra être adressée à la Commission permanente, laquelle statuera à bref délai, par un vote de majorité, sur le bien fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement; celui-ci ne dépassera pas un franc par 100 kilogrammes.

L'adhésion de la Commission ne pourra être donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

A l'article 11.

A. — 1°. Le Gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies de la Couronne pendant la durée de la Convention.

2°. Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies et possessions, que, pendant la durée de la Convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres originaires des Etats contractants.

3°. Il déclare enfin que la Convention sera soumise par ses soins aux colonies autonomes et aux Indes orientales pour qu'elles aient la faculté d'y donner leur adhésion.

Il est entendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a la faculté d'adhérer à la Convention au nom des colonies de la Couronne.

B. — Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que, pendant la durée de la Convention, aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies néerlandaises et que ces sucres ne seront pas admis dans les Pays-Bas à un tarif

moindre que celui appliqué aux sucres originaires des Etats contractants.

Le présent Protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette Convention et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le cinq mars dix-neuf cent deux.

Pour l'Allemagne :

Graf VON WALLWITZ.
VON KOERNER.
KÜHN.

Pour l'Autriche-Hongrie :

Comte DE KHEVENHÜLLER.

Pour l'Autriche :

JORKASCH-KOCH.

Pour la Hongrie :

TOEPKE ALFRÉD.

Pour la Belgique :

Cte DE SMET DE NAEYER.
CAPELLE.
KEBERS.
D. DE SMET.
BEAUDUIN.

Pour l'Espagne :

W. R. DE VILLA URRUTIA.

Pour la France :

A. GÉRARD.
BOUSQUET.
A. DELATOUR.
COURTIN.

Pour la Grande-Bretagne :

CONSTANTINE PHIPPS.
H. W. PRIMROSE.
H. G. BERGNE.
ARTHUR A. PEARSON.
E. C. OZANNE.

Pour l'Italie :

R. CANTAGALLI.
EMILIO MARAINI.

Pour les Pays-Bas :

R. DE PESTEL.
J. D'AULNIS DE BOUROUILL.
G. ESCHAUZIER.
A. VAN ROSSUM.

Pour la Suède :

Cte WRANGEL.
C. TRANCHELL.

VERTALING.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Keizerrijk; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz., enz., en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en, in Hoogstdeszelfs naam, Hare Majesteit de Koningin, Regentes van het Koninkrijk; De President der Fransche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, en der Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen,

Wenschende — eenerzijds gelijkheid te brengen in de onderlinge mededinging van beetwortelsuiker en rietsuiker van verschillende herkomst en — anderzijds — de toeneming van het suikerverbruik te bevorderen;

Overwegende dat dit tweeledig resultaat slechts kan worden bereikt door afschaffing der premiën en door beperking der surtaxe;

Hebben besloten tot dat doel eene Overeenkomst te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Keizerrijk:

den heer graaf VON WALLWITZ, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

den heer VON KOERNER, Directeur bij het Keizerlijk Departement van Buitenlandsche Zaken;

den heer KÜHN, Geheim-Opperregeeringsraad. Raad-Adviseur bij het Keizerlijk beheer der Schatkist.

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz., enz., en Apostolisch Koning van Hongarije:

voor Oostenrijk-Hongarije:

den heer graaf KHEVENHÜLLER METSCH, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen.

Voor Oostenrijk:

den heer baron JORKASCH-KOCH, Afdeelings-Chef bij het Keizerlijk-Koninklijk Ministerie van Financiën.

Voor Hongarije:

den heer VON TOEPKE, Onder-Staatssecretaris bij het Koninklijk Hongaarsch Ministerie van Financiën.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer graaf DE SMET DE NAEYER, Minister van Financiën en Publieke Werken, Hoofd van het Kabinet;

den heer CAPELLE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Directeur-Generaal van Handel en Consulaatwezen bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

den heer KEBERS, Directeur-Generaal der Invoerrechten en Accijnzen bij het Ministerie van Financiën en Publieke Werken;

den heer DE SMET, Inspecteur-Generaal bij de Administratie der directe belastingen, invoerrechten en accijnzen bij het Ministerie van Financiën en Publieke Werken;

den heer BEAUDUIN, Lid van de Kamer van Vertegenwoordigers, Industrieel.

Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in Hoogstdeszelfs naam Hare Majesteit de Koningin, Regentes van het Koninkrijk:

den heer DE VILLA URRUTIA, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen.

De President der Fransche Republiek:

den heer GÉRARD, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

den heer BOUSQUET, Oud-Staatsraad, Directeur-Generaal-Honorair der Invoerrechten;

den heer DELATOUR, Staatsraad, Directeur-Generaal der Bewaar- en Consignatiekas;

den heer COURTIN, Staatsraad, Directeur-Generaal der Indirecte Belastingen bij het Ministerie van Financiën.

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, en der Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië:

den heer CONSTANTINE PHIPPS, C. B., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij zijne Majesteit den Koning der Belgen:

Sir HENRY PRIMROSE, K. C. B., C. S. I;

Sir HENRY BERGNE, K. C. M. G.;

den heer A. A. PEARSON;

den heer E. C. OZANNE.

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

den heer commandeur ROMEO CANTAGALLI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

den heer commandeur EMILE MARAINI, Lid van het Italiaansche Parlement, Industrieel.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

den heer jonkheer VON PESTEL, Hoogstderzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

den heer mr. J. baron D'AULNIS DE BOUROUILL, Hoogleeraar aan de Universiteit te Utrecht;

den heer G. ESCHAUZIER, Industrieel te 's Gravenhage;

den heer A. VAN ROSSUM, Industrieel te Haarlem.

Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen:

voor Zweden:

den heer graaf WRANGEL, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

den heer CHARLES TRANCHELL, Industrieel.

Die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden wederzijdsche volmachten te hebben medegedeeld, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Art. 1. De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich om, te rekenen van de in werking treding dezer Overeenkomst af, de directe en indirecte premiën welke de productie of de uitvoer van suiker tot dusver genoten, af te schaffen en om tijdens den ganschen duur dezer Overeenkomst geene dergelijke premiën te verleenen. Voor de toepassing dezer bepaling worden met suiker gelijkgesteld de met suiker bereide artikelen, zooals: confituren, chocolade, biscuits, gecondenseerde melk en alle soortgelijke producten, waarin in eene aanmerkelijke verhouding suiker kunstmatig verwerkt is.

Onder de toepassing van de voorgaande alinea vallen alle voordeelen, voor de verschillende categoriën van voortbrengers middellijk of onmiddellijk voortvloeiend uit de fiscale wetgeving der Staten, voornamelijk:

a. de rechtstreeksche vergoedingen, toegekend bij uitvoer;

b. de rechtstreeksche vergoedingen, toegekend aan de productie;

c. de vrijstellingen van belasting, geheel of gedeeltelijk, toegestaan voor een deel der voortbrengselen van de fabricage;

d. de winsten, voortspruitende uit productie boven het wettelijk rendement;

e. de winsten, voortspruitende uit opdrijving van den drawback ;

f. de voordeelen, voortspruitende uit elke surtaxe van hooger bedrag dan bij art. 3 is vastgesteld.

Art. 2. De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich het entrepotstelsel, onder onafgebroken toezicht van de belastingambtenaren, zoowel bij dag als bij nacht, toe te passen op de suikerfabrieken en raffinaderijen, alsmede op de inrichtingen waarin suiker uit melasse wordt afgescheiden.

Te dien einde zullen de fabrieken zoodanig worden ingericht, dat daardoor elke waarborg verkregen wordt tegen het heimelijk wegvoeren van suiker, en de ambtenaren zullen het recht van toegang hebben tot alle deelen der fabrieken.

Er zullen contrôleregisters gehouden worden betreffende één of meer stadiën van de fabricage, en de afgewerkte suiker zal worden opgeslagen in bijzondere bergplaatsen, die elken gewenschten waarborg van zekerheid opleveren,

Art. 3 De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich de surtaxe te beperken tot een maximum van 6 francs per 100 kilogram voor geraffineerde en daarmede gelijk te stellen suiker en van 5.50 francs voor de overige suikers, wordende onder surtaxe verstaan het verschil tusschen het bedrag der rechten of heffingen, waaraan buitenlandsche suiker is onderworpen en het bedrag der rechten of heffingen op binnenlandsche suiker.

Deze bepaling heeft geen betrekking op het bedrag der invoerrechten in landen, die geen suiker voortbrengen ; zij is evenmin van toepassing op de bijproducten der fabricage en raffinage van suiker.

Art. 4. De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich de suiker afkomstig uit landen, die premiën op de productie of den uitvoer mochten verleenen, bij den invoer in hun gebied te belasten met een speciaal recht.

Dit recht zal niet lager mogen zijn dan het bedrag der directe of indirecte premiën, in het land van oorsprong verleend. De Hooge Partijen behouden zich, ieder voor zooveel Haar aangaat, de bevoegdheid voor om den invoer van gepremieerde suiker te verbieden.

Ter begrooting van het voordeel, eventueel voortvloeiende uit de surtaxe vermeld bij art 1, lett. *f*, wordt het bedrag, vastgesteld bij art. 3, afgetrokken van het bedrag dezer surtaxe: de helft van het verschil wordt geacht de premie voor te stellen, hebbende echter de Permanente Commissie, ingesteld bij art. 7, het recht om op verzoek van een contracteerenden Staat, het aldus vastgestelde bedrag te herzien.

Art. 5. De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich wederzijds tegen het laagste recht van hun tarief van invoer toe te laten de suiker afkomsting, hetzij uit de contracteerende Staten, hetzij uit die aan genoemde Staten toebehoorende koloniën of bezittingen, welke geen premiën verleenen en op welke de verplichtingen omschreven in art. 8 van toepassing zijn.

Rietsuiker en beetwortelsuiker mogen niet aan verschillende rechten worden onderworpen.

Art. 6. Spanje, Italië en Zweden worden vrijgesteld van de verplichtingen omschreven in de artt. 1, 2 en 3, zoolang zij geen suiker uitvoeren.

Deze Staten verbinden zich hunne suikerwetgeving in overeenstemming te brengen met de bepalingen dezer Overeenkomst binnen één jaar — of zoo mogelijk vroeger — te rekenen van het tijdstip af, waarop de Permanente Commissie zal hebben uitgemaakt, dat de hierboven genoemde toestand heeft opgehouden te bestaan.

Art. 7. De Hooge contracteerende Partijen komen overeen eene Permanente Commissie in te stellen, aan welke wordt opgedragen te waken voor de uitvoering der bepalingen van deze Overeenkomst.

Deze Commissie zal bestaan uit Gedelegeerden der verschillende contracteerende Staten, terwijl een Permanent Bureau haar zal worden toegevoegd. De Commissie kiest haren voorzitter; zij zal te Brussel gevestigd zijn en na oproeping door den voorzitter bijeenkomen.

De Gedelegeerden zullen in opdracht hebben:

a. te constateeren of in de contracteerende Staten geenerlei directe of indirecte premie op de productie of den uitvoer van suiker verleend wordt;

b. te constateeren of de Staten, bedoeld bij art. 6 bij voortduring verkeeren in het bijzonder geval bij evengemeld artikel voorzien;

c. het bestaan van premiën in niet toegetreden Staten te constateeren en het bedrag daarvan te schatten met het oog op de toepassing van art. 4;

d. advies uit te brengen ter zake van geschilpunten;

e. het onderzoeken van aanvragen om tot deze Unie te worden toegelaten, uitgaande van Staten, die niet aan de tegenwoordige Overeenkomst hebben deelgenomen.

Het Permanente Bureau zal belast worden met het verzamelen, vertalen, rangschikken en publiceeren van de gegevens van elken aard, betrekking hebbende op de wetgeving en de statistiek betreffende de suiker, niet alleen van de contracteerende maar ook van de andere Staten.

Ter verzekering van de uitvoering der vorenstaande bepalingen, zullen de Hooge contracteerende Partijen langs diplomatieken weg aan de Belgische Regeering, die ze aan de Commissie zal doen toekomen, mededeeling doen van alle wetten, besluiten en reglementen betreffende de Suikerbelasting, die in hunne respectieve landen van kracht zijn of zullen worden, zoomede de statistische gegevens betrekking hebbende op het onderwerp dezer Overeenkomst.

Elke der Hooge contracteerende Partijen zal in de Commissie vertegenwoordigd kunnen worden door een Gedelegeerde of door een Gedelegeerde en één of meer toegevoegde Gedelegeerden.

Oostenrijk en Hongarije zullen afzonderlijk als contracteerende Partijen beschouwd worden.

De eerste bijeenkomst der Commissie zal plaats hebben te Brussel op uitnoodiging van de Belgische Regeering, ten minste drie maanden vóór het in werking treden dezer Overeenkomst.

De Commissie zal slechts in opdracht hebben te constateeren en te onderzoeken. Zij zal omtrent alle vragen, die haar zullen worden voorgelegd een verslag opmaken, dat zij aan de Belgische Regeering zal richten, die hetzelve zal mede-

deelen aan de belanghebbende Staten en, zoo een der Hooge contracteerende Partijen dit mocht verlangen, het bijeenkomen eener conferentie zal uitlokken, ter vaststelling van de besluiten of maatregelen, door de omstandigheden noodzakelijk geworden. Intusschen zullen de uitspraken en schattingen bedoeld bij de letters *b* en *c*, voor de Contracteerende Staten een bindend karakter hebben; zij zullen vastgesteld worden bij meerderheid van stemmen, waarbij elke contracteerende Staat één stem uitbrengt en zij zullen van kracht worden uiterlijk na verloop van een termijn van 2 maanden. In geval een der contracteerende Staten het noodig mocht oordeelen in beroep te komen van eene beslissing der Commissie zal zij binnen acht dagen, na de gedane kennisgeving van gezegde beslissing, een nieuwe beraadslaging der Commissie uitlokken; deze zal onverwijld bijeenkomen en eene eindbeslissing nemen binnen één maand te rekenen van den datum van het beroep. De nieuwe beslissing zal verbindend worden uiterlijk twee maanden na hare dagteekening. — Dezelfde procedure zal gevolgd worden, voor zooveel betreft de aanvragen tot toelating, bedoeld bij letter *e*.

De kosten voortvloeiende uit de organisatie en de werkzaamheden van het Permanent Bureau en van de Commissie — behalve de bezoldiging van en de vergoedingen aan de Gedelegeerden, die betaald zullen worden door hunne respectieve Regeeringen — zullen door alle contracteerende Staten gedragen worden en omgeslagen volgens een door de Commissie vast te stellen maatstaf.

Art. 8. De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich, zoo voor zich zelven, als voor Hare koloniën of bezittingen, met uitzondering van de autonome koloniën van Groot-Brittannië en Britsch-Oost-Indië, de noodige maatregelen te nemen om te beletten, dat gepremieerde suiker, die is doorgevoerd over het grondgebied van een contracteerenden Staat, van de voordeelen dezer Overeenkomst geniete op de markt van bestemming. De Permanente Commissie zal te dien einde de noodige voorstellen doen.

Art. 9. De Staten, die aan deze Overeenkomst geen deel hebben genomen, zullen tot toetreding worden toegelaten op hunne aanvrage en na gunstig advies van de Permanente Commissie.

De aanvrage zal langs diplomatieken weg tot de Belgische Regeering gericht worden, die zich in geval van toelating,

belasten zal met het doen van mededeeling daarvan aan alle andere Regeeringen. De toetreding zal van rechtswege medebrengen, de aanvaarding van alle lasten en de toelating tot alle voordeelen in deze Overeenkomst omschreven en zal van kracht worden op den 1sten September volgende op de verzending der kennisgeving door de Belgische Regeering aan de overige Staten.

Art. 10. Deze Overeenkomst zal in werking treden op 1 September 1903.

Zij zal van kracht blijven gedurende vijf jaren te rekenen van dien datum en, in geval geene der Hooge contracteerende Partijen twaalf maanden vóór het verstrijken van evengemeld tijdvak van vijf jaren aan de Belgische Regeering haar voornemen zal hebben te kennen gegeven om hare werking te doen ophouden, zal zij alsnog van kracht blijven gedurende één jaar, en zoo vervolgens van jaar tot jaar.

In geval eén der contracteerende Staten de Overeenkomst mocht opzeggen, zal deze opzegging slechts ten aanzien van dien Staat gevolg hebben; de overige Staten zullen dan tot den 31sten October van het jaar waarin de opzegging plaats had, de bevoegdheid hebben kennis te geven van hun voornemen eveneens uit te treden, te rekenen van den 1sten September van het volgend jaar. Indien een dezer laatstbedoelde Staten van deze bevoegdheid mocht wenschen gebruik te maken, zal de Belgische Regeering binnen drie maanden de bijeenkomst eener conferentie te Brussel bevorderen, die over de te nemen maatregelen zal hebben te beraadslagen.

Art. 11. De bepalingen dezer Overeenkomst zullen worden toegepast op de overzeesche provinciën, koloniën en vreemde bezittingen der Hooge contracteerende Partijen. Hiervan zullen echter uitgezonderd zijn de Britsche en Nederlandsche koloniën en bezittingen, behalve voor zooveel betreft de bepalingen nedergelegd in de artikelen 5 en 8.

De verhouding der Britsche en Nederlandsche koloniën en bezittingen tot de Overeenkomst wordt overigens bepaald door de verklaringen in het Slotprotocol opgenomen.

Art. 12. De tenuitvoerlegging der wederzijdsche verbintenissen, neergelegd in deze Overeenkomst, wordt voor zooveel noodig afhankelijk gesteld van de vervulling der formaliteiten en voorschriften, vastgesteld bij de constitutioneele wetten van elk der contracteerende Staten.

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de ratificatiën zullen worden nedergelegd te Brussel bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken op 1 Februari 1903 of zoo mogelijk vroeger.

Deze Overeenkomst zal slechts van rechtswege verbindend worden, wanneer zij bekrachtigd zal zijn, ten minste door die der contracteerende Staten, die niet vallen onder de uitzonderingsbepaling van art. 6. Ingeval één of meer der evengemelde Staten hunne ratificatiën niet binnen den voorschreven termijn mochten hebben nedergelegd, zal de Belgische Regeering onverwijld eene beslissing van de overige onderteekenende Staten uitlokken, omtrent het van kracht verklaren van deze Overeenkomst tusschen hen alleen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben geteekend.

Gedaan te Brussel, in een enkel exemplaar, den vijfden Maart negentien honderd en twee.

Voor Duitschland:

Graaf von Wallwitz.
von Koerner.
Kühn.

Voor Oostenrijk-Hongarije:

Graaf Khevenhüller.

Voor Oostenrijk:

Jorkasch-Koch.

Voor Hongarije:

Toepke Alfréd.

Voor België:

Graaf de Smet de Naeyer.
Capelle.
Kebers.
D. de Smet.
Beauduin.

Voor Spanje:

W. R. DE VILLA URRUTIA.

Voor Frankrijk:

A. GÉRARD.
BOUSQUET.
A. DELATOUR.
COURTIN.

Voor Groot-Britannië:

CONSTANTINE PHIPPS.
H. W. PRIMROSE.
H. G. BERGNE.
ARTHUR A. PEARSON.
E. C. OZANNE.

Voor Italië:

R. CANTAGALLI.
EMILIO MARAINI.

Voor Nederland:

R. VON PESTEL.
J. D'AULNIS DE BOUROUILL.
G. ESCHAUZIER.
A. VAN ROSSUM.

Voor Zweden:

Graaf WRANGEL.
C. TRANCHELL.

SLOTPROTOCOL.

Op het punt staande om over te gaan tot het onderteekenen van de Overeenkomst betreffende de Suikerbelasting, onder dagteekening van heden gesloten tusschen de Regeeringen van Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Spanje, Frankrijk, Groot-Brittannië, Italië, Nederland en Zweden, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden het volgende overeengekomen:

Ten aanzien van *artikel* 3.

Overwegende, dat het doel der Surtaxe is, de binnenlandsche markt van de suikervoortbrengende landen afdoende te beschermen, behouden de Hooge contracteerende Partijen, ieder voor zooveel Haar aangaat, zich de bevoegdheid voor eene verhooging van de Surtaxe voor te stellen, voor het geval belangrijke hoeveelheden suiker, afkomstig uit een contracteerenden Staat, op haar gebied mochten worden ingevoerd, welke verhooging alleen zou mogen treffen de suiker afkomstig uit dien Staat.

Het voorstel zal moeten worden gericht tot de Permanente Commissie, welke binnen korten termijn, bij meerderheid van stemmen, uitspraak zal doen over het al dan niet gegronde van den voorgestelden maatregel, over den duur zijner werking en over het bedrag der verhooging, die de som van één franc per 100 kilogram niet zal mogen overschrijden.

De Commissie zal hare goedkeuring slechts kunnen verleenen in het geval, dat de overvoering der bedoelde markt voortspruit uit eene werkelijke economische zwakte en niet het gevolg is van een kunstmatige opdrijving der prijzen, teweeggebracht door een afspraak tusschen producenten.

Ten aanzien van *artikel* 11.

A. — 1. De Regeering van Groot-Britannië verklaart, dat tijdens den duur der Overeenkomst geenerlei directe of indirecte premie zal worden verleend aan de suiker, afkomstig uit de Kroonkoloniën.

2. Zij verklaart voorts, bij wijze van uitzonderingsmaatregel, en zich in beginsel hare geheele vrijheid van handelen voorbehoudende, voor zooveel aangaat de fiscale betrekkingen tusschen het Vereenigd Koninkrijk en Zijne koloniën en bezittingen, dat tijdens den duur der Overeenkomst in het Vereenigd Koninkrijk geenerlei bevoorrechting zal worden toegekend aan de koloniale suiker tegenover de suiker, afkomstig uit contracteerende Staten.

3. Zij verklaart ten slotte, dat de Overeenkomst door hare bemiddeling zal worden voorgelegd aan de autonome koloniën alsmede aan Oost-Indië, opdat deze in de gelegenheid zullen zijn hare goedkeuring er aan te hechten.

Er is verstaan dat de Regeering van Zijne Britsche Majesteit de bevoegdheid heeft uit naam der Kroonkoloniën tot de Overeenkomst toe te treden.

B. — De Nederlandsche Regeering verklaart dat, tijdens den duur der Overeenkomst, geenerlei directe of indirecte premie zal worden toegekend aan de suiker uit de Nederlandsche koloniën en dat die suiker in Nederland niet zal worden toegelaten tegen een lager tarief dan dat, hetwelk wordt toegepast op suiker, afkomstig uit contracteerende Staten.

Dit Slotprotocol, hetwelk tegelijk met de onder dagteekening van heden gesloten Overeenkomst zal worden bekrachtigd, zal worden beschouwd daarvan een integreerend deel uit te maken en zal dezelfde kracht waarde en duur hebben.

Ten blijke waarvan de ondergeteekende Gevolmachtigden dit protocol hebben opgemaakt.

Gedaan te Brussel, den vijfden Maart negentien honderd en twee.

Voor Duitschland:

Graaf von Wallwitz.
von Koerner.
Kühn.

Voor Oostenrijk-Hongarije:

Graaf Khevenhüller.

Voor Oostenrijk:

Jorkasch-Koch.

Voor Hongarije:

Toepke Alfréd.

Voor België:

Graaf de Smet de Naeyer.
Capelle.
Kebers.
D. de Smet.
Beauduin.

Voor Spanje:

W. R. DE VILLA URRUTIA.

Voor Frankrijk:

A. GÉRARD.
BOUSQUET.
A. DELATOUR.
COURTIN.

Voor Groot-Britannië:

CONSTANTINE PHIPPS.
H. W. PRIMROSE.
H. G. BERGNE.
ARTHUR A. PEARSON.
E. C. OZANNE.

Voor Italië:

R. CANTAGALLI.
EMILIO MARAINI.

Voor Nederland:

R. VON PESTEL.
J. D'AULNIS DE BOUROUILL.
G. ESCHAUZIER.
A. VAN ROSSUM.

Voor Zweden:

Graaf WRANGEL.
C. TRANCHELL.

PROCES-VERBAL.

Les Parties contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications sur la Convention relative au Régime des Sucres, signée à Bruxelles, le 5 mars 1902, se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère des Affaires Etrangères, ce jourd'hui 18 juin 1902.

P. DE FAVEREAU. — Ce même jour a été effectué le dépôt des ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.

Ont été successivement présentées au dépôt:

BÜLOW. — Le 15 janvier 1903, les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

A. GÉRARD. — Le 29 janvier 1903, les ratifications du Président de la République Française.

R. DE PESTEL. — Le 30 janvier 1903, les ratifications de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

CONSTANTINE PHIPPS. — Le 31 janvier 1903, les ratifications de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au de là des mers, Empereur des Indes, dans les conditions indiquées à la note ci-annexée.

T. B. KOZIEBRODZKI. — Le 31 janvier 1903, les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. etc. et Roi Apostolique de Hongrie.

R. CANTAGALLI. — Le 1 février 1903, les ratifications de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Conformément à l'article 12 de la Convention du 5 mars 1902, le présent procès-verbal a été clos à la date de ce jour.

Bruxelles, le 1er février 1903.

Le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique,

P. DE FAVEREAU.

Au moment de déposer les ratifications de Sa Majesté Britannique, Son Excellence le Ministre de la Grande-Bretagne déclare qu'il est indispensable de constater que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne consentira dans aucun cas à être obligé de pénaliser les sucres primés qui pourraient être importés dans le Royaume-Uni et qui proviendraient de l'une ou de l'autre des Colonies britanniques autonomes.

Il déclare en outre qu'il ne pourrait consentir à ce qu'aucune question se rattachant à cet objet soit soumise à la Commission permanente, à établir en vertu de l'article 7, et que la ratification de la Convention par Sa Majesté est déposée moyennant la déclaration explicite mentionnée ci-dessus.

Bruxelles, le 31 janvier 1903.

VERTALING.

PROCES-VERBAAL.

Daar de contracteerende Partijen eenpariglijk hebben goedgevonden dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging van de te Brussel op 5 Maart 1902 onderteekende overeenkomst betreffende de suikerbelasting geschieden zoude door nederlegging van die akten in de archieven van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Brussel, is dit proces-verbaal van nederlegging te dien einde op gezegd Ministerie op heden 18 Juni 1902 geopend.

P. DE FAVEREAU. Op dienzelfden dag heeft de nederlegging plaats gehad der akte van bekrachtiging van Z. M. den Koning der Belgen.

Zijn achtereenvolgens ter nederlegging aangeboden :

BÜLOW. Op 15 Januari 1903, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Duitschen Keizer, Koning van Pruisen.

A. GÉRARD. Op 29 Januari 1903, de akte van bekrachtiging van den President der Fransche Republiek.

R. VON PESTIEL. Op 30 Januari 1903, de akte van bekrachtiging van H. M. de Koningin der Nederlanden.

CONSTANTINE PHIPPS. Op 31 Januari 1903, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Ierland en der Britsche overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië, onder de voorwaarden, vermeld in nevensgaande nota.

T. B. KOZIEBRODZKI. Op 31 Januari 1903, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. enz. en Apostolisch Koning van Hongarije.

R. CANTAGALLI. Op 1 Februari 1903, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Koning van Italië.

Ingevolge art. 12 der overeenkomst van 5 Maart 1902 is dit proces-verbaal onder dagteekening van heden gesloten.
Brussel, 1 Februari 1903.

De Minister van Buitenlandsche Zaken van België.

P. DE FAVEREAU.

Bij de nederlegging der akte van bekrachtiging van Zijne Britsche Majesteit verklaart Zijne Excellentie de Gezant van Groot-Brittannië het noodzakelijk om te boekstaven dat de Regeering van Zijne Britsche Majesteit onder geen beding de verplichting op zich zal nemen tot het heffen van rechten van gepremieerde suiker, die in het Vereenigd Koninkrijk mocht worden ingevoerd uit een der zelfstandige Britsche Koloniën.

Hij verklaart wijders dat hij er niet in zoude kunnen toestemmen dat eenig punt van geschil te dier zake zoude worden onderworpen aan de beslissing der krachtens artikel 7 in te stellen permanente commissie en dat de nederlegging van Zijner Majesteits akte van bekrachtiging van de overeenkomst geschiedt onder het uitdrukkelijk voorbehoud nedergelegd in bovenstaande verklaring.

Brussel, 31 Januari 1903.

Behoort bij het Besluit van 15 Augustus 1903 No. 650 (P. B. No. 33).

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

C. S. GORSIRA.